



**RAPPORT D'ANALYSE MENSUELLE DES DONNEES DU MONITORING DE PROTECTION**  
mars 2019  
Tillabéri, Niger

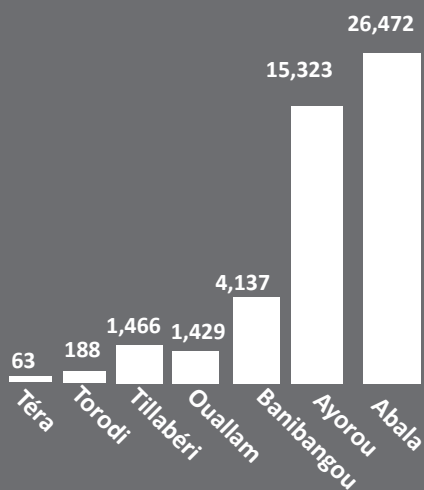


Discussion de groupe avec les leaders communautaires à Ayorou

## # TOTAL DES PDI DANS LA REGION DE TILLABERI

 **49,078**

## # TOTAL DES PDI PAR DEPARTEMENT



## SYNTHESE DES PDI DANS LA REGION DE TILLABERI

<https://goo.gl/omfzkm>

## # TOTAL DES INCIDENTS DE PROTECTION RAPPORTES DE JANVIER A MARS 2019

 **136**

## I. APERCU DE L'ENVIRONNEMENT SECURITAIRE ET DE PROTECTION DANS LA REGION DE TILLABERI

La situation sécuritaire est relativement calme dans les différents départements de la région de Tillabéri. Les opérations militaires se poursuivent sur les frontières avec le Mali et le Burkina Faso, réduisant les capacités des groupes armés non étatiques d'avoir une grande mobilité. Toutefois, ces opérations militaires engendrent des mouvements secondaires de populations avec un accroissement de besoin, particulièrement dans les communes d'Inates et d'Ayorou.

A la date du 31 mars 2019, on comptait 70 305 personnes déplacées internes dans les régions de Tillabéri et Tahoua. Ces vagues de mouvements de population entraînent des problèmes et risques de protection de ces individus, mais aussi ceux liés à leur installation dans certaines localités d'accueil actuelles telles que Tabarey Barey et Tadares dans les communes d'ayorou et de Tillabéri.

Par ailleurs, la circulation des personnes et des biens reste préoccupante dans les communes d'Inatès, d'Abala, de Makalondi, de Djagourou et d'Ayorou. Les communautés ont peur de se déplacer par crainte d'être attaquées par les hommes armés en fuite sur toute la bande frontalière de la région. Ceci limite aussi l'accès aux services sociaux de base pour les populations hôtes et déplacées internes (PDI) ainsi qu'aux pâturages dans plusieurs localités pour les éleveurs.

La situation actuelle d'accalmie relative a permis aux autorités d'alléger les conditions de l'état d'urgence dans certains départements tels que Abala et Tillabéri avec la levée de l'interdiction de circulation aux véhicules, des piétons ainsi que l'allègement sur les heures de circulation pour les engins à deux roues depuis le mois de février et la réouverture des marchés fermés dans le département d'Abala.

Les réponses humanitaires se poursuivent dans la région de Tillabéri mais restent très insuffisantes par rapport aux besoins exprimés par les PDI. L'assistance alimentaire (RRM) est suspendue depuis le mois de novembre 2018, pour les anciens sites de PDI dans les communes d'Inates et d'Abala. En particulier pour celles qui ont reçu les distributions d'urgence RRM il y'a plus de 3 mois et celles ayant connu plusieurs vagues de déplacement, surtout en termes de vivres et de kits abris. Cette situation rend les ménages de plus en plus vulnérables en raison de la réduction de leur première source de revenu qui est la vente des produits laitiers. Les causes principales de cette vulnérabilité sont : les vols de bétail, la perte du cheptel, l'accès limité à certains marchés hebdomadaires et le manque d'activités alternatives (commerce, cultures maraichères...). Cette situation expose les PDI à des risques de protection d'où la nécessité de combler le gap après les trois mois d'assistance fournie par le RRM.

Il faut noter aussi que plusieurs sites d'accueil temporaires des PDI sont en voie d'être relocalisés par les autorités avec l'appui des acteurs de protection. Cette situation accroît l'incertitude chez les déplacés qui formulent régulièrement des plaintes sur les sites de relocalisation qui leur sont proposés. Les sites des déplacés de Tabarey barey (Ayorou) et les déplacés de Tingaran à Tadress, Soikoira et Sarakoira (Tillabéri), sont particulièrement concernés par ce projet de relocalisation des autorités.

Toutefois des efforts coordonnés du gouvernement et des acteurs humanitaires sont en cours pour trouver des sites d'installation propices pour les PDI des communes concernées (Tillabéri et Ayorou) afin de faciliter les réponses humanitaires.

## La bande frontalière avec le Burkina-Faso

La situation sécuritaire sur la bande frontalière Niger-Burkina est restée très volatile au cours des deux derniers mois (février et mars 2019). Les opérations militaires des forces conjointes du G5 sahel et de l'opération Sarki 2 sont en cours dans cette bande avec un nouveau déploiement des militaires à Makalondi, localité proche de la frontière avec le Burkina Faso.

L'insécurité actuelle dans les localités frontalières entre le Burkina Faso et le Niger a des répercussions dans les communes de Torodi et Makalondi au Niger. Cette situation est accentuée par la porosité de la frontière et l'effectif limité des forces de défenses et de sécurité (FDS) pour couvrir toutes les zones concernées par l'insécurité.

Cette succession d'incidents témoigne de la volatilité de la situation sécuritaire dans cette bande frontalière.

Les points focaux ont signalé des prêches de radicalisme islamique par les éléments des groupes armés non étatiques (GANE) lors de leur passage, incitant la communauté à rallier leurs causes et d'être hostile à tout ce qui vient de l'occident (l'éducation scolaire, boisson alcoolisée, habillement...).

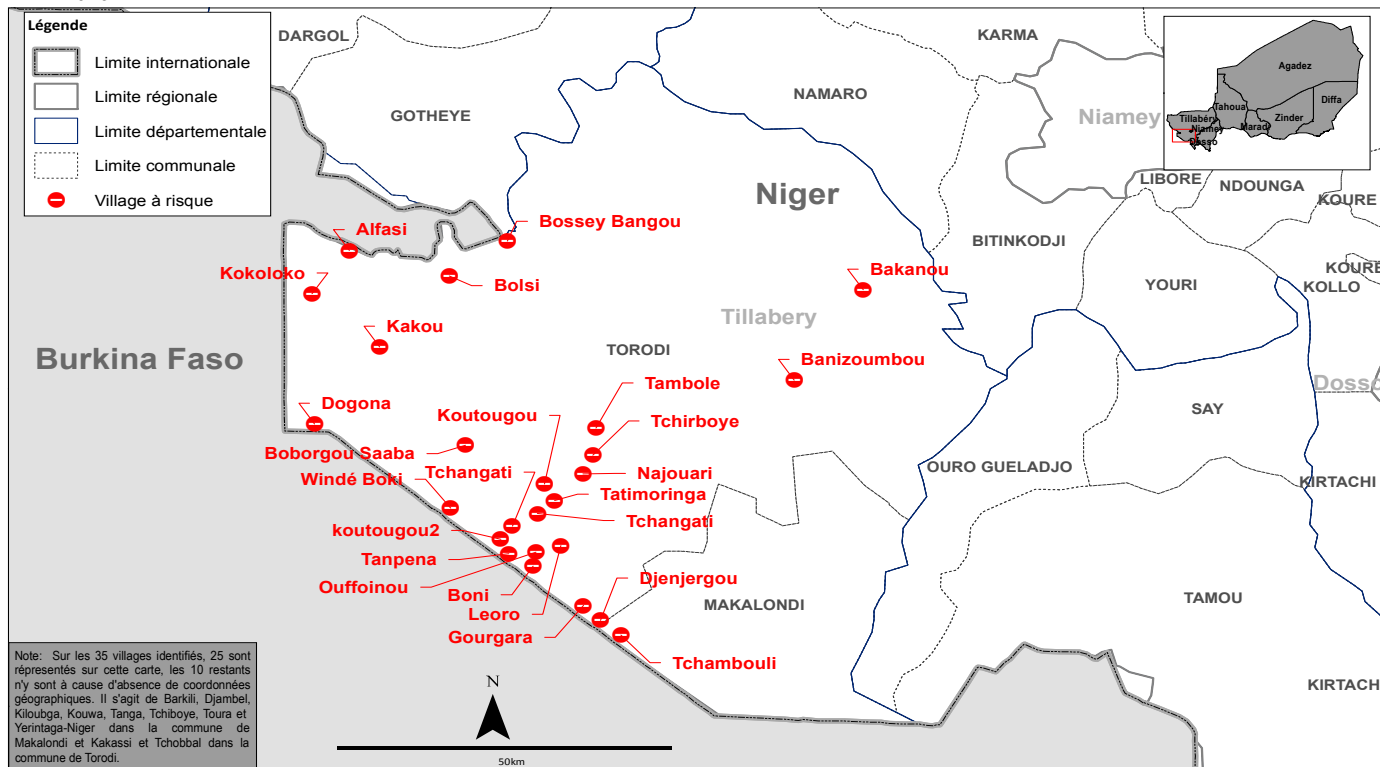
Dans la même lancée, les GANE continuent de menacer les communautés dans cette bande frontalière et tentent d'enrôler des nouvelles recrues parmi la population jeune.

Les populations des dits villages vivent dans la peur, elles évitent de s'éloigner pour les travaux champêtres et le pâturage car plusieurs mouvements d'hommes armés à moto sont observés et rapportés.

Suite à cette situation d'insécurité, 35 villages ont été identifiés par les leaders communautaires et autorités communales comme étant à risque d'être affectés par les incidents de protection et mouvements de population.

### VILLAGES A RISQUE - MAKALONDI ET TORODI

Avril 2019



Les noms et les limites utilisés sur cette carte n'impliquent aucune acceptation ou reconnaissance officielle du Cluster Protection.  
 Date de création: 08/04/2019 Source: Monitoring de protection Auteur: Bacharou Salissou Feedback: Bacharou Salissou, bacharou@unhcr.org Nom du fichier: NER\_LOCALITES\_ARISQUES\_MAKALONDI-TORODI\_AVRIl\_2019  
 Pour plus d'information visitez: <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/protection>



## La bande frontalière avec le Mali

### Axe –Inates – Ayérou-Tillabéri

Contrairement au département d'Abala, l'environnement sécuritaire dans les localités sur cet axe est resté très volatile au cours des deux derniers mois. Les opérations militaires avec des bombardements aériens, les attaques et menaces des éléments des groupes armés non cessés d'alimenter la peur et la psychose auprès des populations civiles au cours du mois de mars.

Les mouvements multiples de populations continuent vers d'autres localités de la commune d'Inates et vers Ayorou. Pour des raisons sécuritaires et des besoins d'assistance, ils se sont installés à proximité du camp des réfugiés de Tabarey barey (département d'Ayorou) et à Tadares dans la commune de Tillabéri.

Notons que l'installation des PDI pose d'énormes problèmes aux autorités locales, car celles qui sont installées sur le site de Tadares sont sur des parcelles lotis appartenant aux particuliers qui leur demandent de déménager et celles qui sont installées à proximité du camp de réfugiés de Tabarey barey rendent complexe et difficile la réponse en cours aux réfugiés dans ce camp.

Compte tenu du délitement de la situation, les autorités locales proposent d'identifier un nouveau site afin de relocaliser les PDI et une mission conjointe du MAH, des acteurs humanitaires (Intercluster, OCHA...) est prévue début Avril 2019, pour analyser la situation et trouver des solutions. Toutefois, des évaluations rapides ont été menées en février et mars par les acteurs humanitaires et les premières assistances sont apportées au regard des résultats escomptés.

### Département d'Abala

En effet selon les points focaux, la fin des assistances RRM pour certains sites, l'insuffisance des assistances apportées, le manque d'eau et la perte d'une bonne partie du cheptel constituent les raisons essentielles des déplacements multiples des PDI qui sont à la recherche des moyens de subsistance et d'autres mécanismes d'adaptation dans la zone.

L'absence des assistances post RRM, conduit les PDI aux mouvements secondaires et aux doublons de ménages entre les anciens sites et les sites nouvellement installés dans la commune de Sanam (Ezza, Tagougel).

En dépit de la réhabilitation de certains points d'eau (château d'eau à Ikerfant, un puit à Sarayé,) le besoin en eau reste crucial et devient peu à peu source de conflit entre les populations hôtes et déplacées surtout en cette période de forte chaleur.

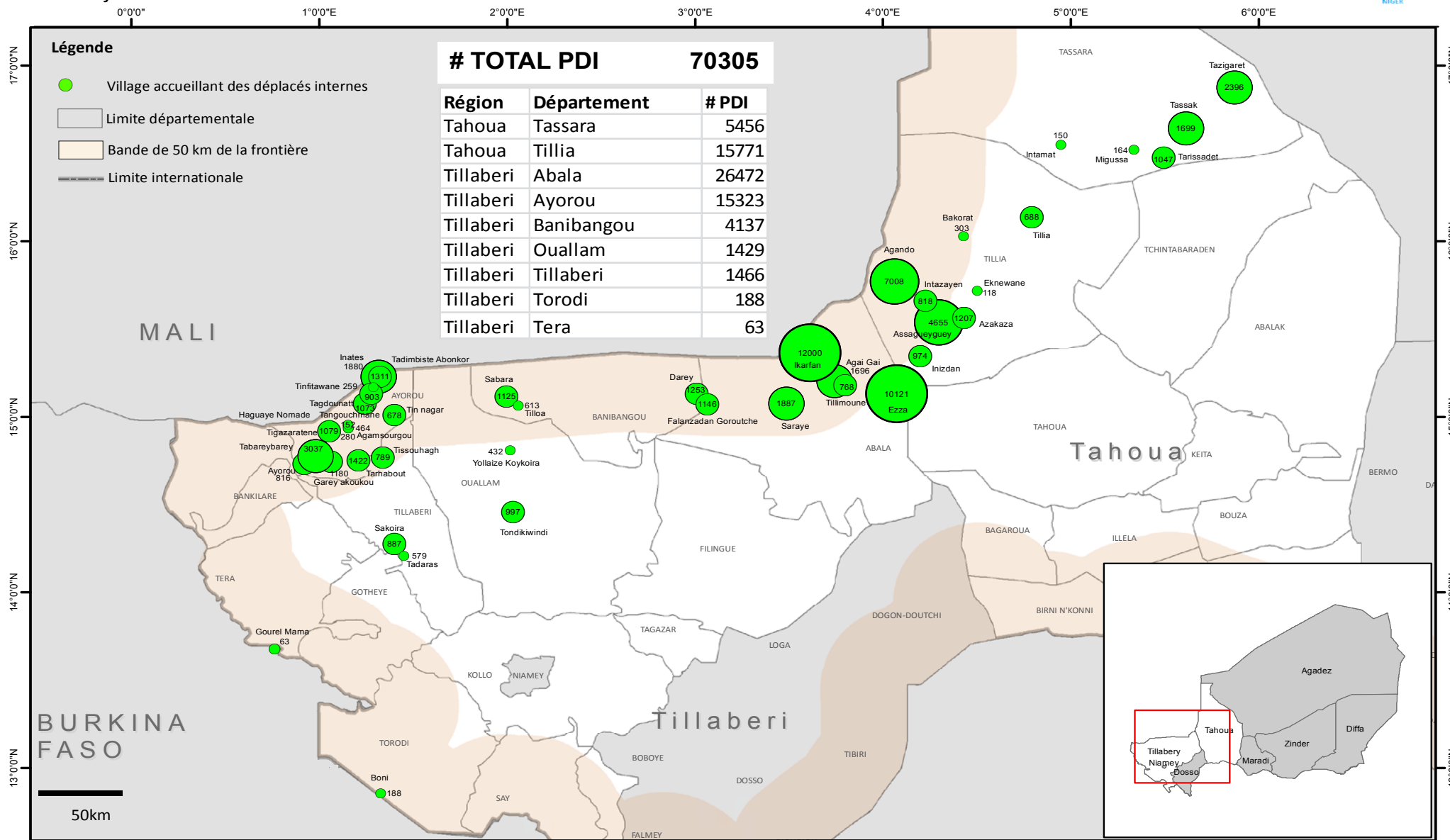
Toujours dans la bande frontalière avec le Mali dans les communes de Mangaizé et au nord d'Abala, les groupes armés continuent d'attaquer les véhicules transportant des commerçants de retour des marchés, mais aussi des passagers dépouillés de leurs biens.

Les risques de conflits communautaires (Peulhs et Touaregs) sont toujours élevés des deux côtés de la bande frontalière avec le Mali, où les assassinats ciblés et les vols de bétail se poursuivent. Ainsi, on observe une peur réciproque entre les différentes communautés au regard de la situation au Mali surtout dans la commune d'Inatès et d'Abala.

# NIGER: LOCALISATION DES PERSONNES DEPLACEES INTERNES DANS LES REGIONS DE TILLABERI ET TAHOUA

Mise à jour du 31 mars 2019

excluant les mouvements secondaires et tertiaires



Les noms et les limites utilisés sur cette carte n'impliquent aucune acceptation ou reconnaissance officielle du Cluster Protection.

Date de création: 8/ 4/ 2019 Source: Monitoring de protection Auteur: Cluster Protection Feedback: Bacharou Salissou, bacharou@unhcr.org Nom du fichier: NER\_TILLABERI\_TAHOUA\_PDI\_31\_MARS\_2019  
 Pour plus d'information visitez: <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/protection>





## II. MONITORING COMMUNAUTAIRE

### A. SECURITE ET BIEN - ETRE

L'allègement des conditions d'état d'urgence dans le département d'Abala et la réouverture des marchés fermés dans ce même département contribuera à atténuer les souffrances des PDI et d'autres populations hôtes dans ladite zone. Toutefois, l'insuffisance de l'assistance humanitaire et la situation sécuritaire décrite ci-haut, font que les populations restent sur le qui-vive à cause du délitement.

Les restrictions sécuritaires liées à l'état d'urgence instauré par le gouvernement nigérien illustrent les risques sécuritaires et influencent le quotidien des populations en matière de libre circulation, surtout pour les femmes habituées à exercer des activités génératrices de revenu entre les marchés hebdomadaires.

Les attaques et incursions continuent sur les axes d'insécurité identifiés par les communautés lors des activités de monitoring sur les bandes frontalières Niger-Burkina et Niger-Mali. Ces contraintes sécuritaires pour les populations obligent les populations hôtes et déplacées à faire du troc des biens contre d'autres objets de premières nécessités auprès des commerçants locaux dans les chefs-lieux de la commune.

Les regains de tensions intercommunautaires observées en mars du côté du Mali, font craindre des répercussions du côté du Niger, du fait que les communautés partagent les mêmes réalités. On note également une psychose qui s'est installée au sein des populations vivant sur la bande frontalière Niger-Mali (Communes d'Inates et d'Abala), selon les personnes interviewées lors des activités de monitoring. Ces populations redoutent des amalgames et autres risques d'accusation de complicité par l'une ou l'autre partie en confrontation.

A tout cela s'ajoute, l'insuffisance d'accès aux services de prise en charge appropriée aux personnes à besoins spécifiques, (le manque de moyens d'évacuation sanitaires, les distances qui séparent les zones accueillant les déplacés) et aux services sociaux de base (CSI, écoles fonctionnelles, points d'eau etc.)

### B- MOUVEMENT DE POPULATION

Entre le 16 et 17 mars 2019, un enlèvement suivi de l'assassinat d'une personne à Garey Almaimoune, a causé le déplacement de 115 ménages vers Ayorou.

Il ressort des analyses des données issues des entretiens de groupes avec les personnes déplacées et hôtes que l'incident du 16 et 17 mars 2019, s'est suivi par l'extorsion de bétail et des menaces de mort, à l'origine de ces mouvements. La psychose s'est installée aussi sur toutes les bandes frontalières et la multiplication des opérations militaires du côté Mali, et du Burkina, les incursions, les menaces et les exactions sur les populations, restent les principales causes des mouvements de populations dans toutes les zones.

Des mouvements de retour des populations nigériennes vivant depuis plusieurs années au Burkina Faso sont aussi observés dans le département de Téra, à la frontière avec le Burkina Faso, le 14 mars 2019 dans les villages de Gourelemama, Yélo hamidou et Hanrébollaré (Niger). Le 21 mars 2019, 16 ménages de 63 personnes (11 hommes adultes, 13 femmes adultes, 19 garçons moins de 18 ans, 20 filles de moins de 18 ans et 14 enfants de moins de 5 ans), sont arrivées dans ces villages ci-dessus cités. Ces ménages sont venus principalement des villages de M'Béla, Kakkou, Kodjoga, Djibondé, kofogou (Burkina), suite aux menaces et exactions commises le 07 mars 2019, dans le village de kofogou (Burkina), entraînant la mort de 9 hommes (8 peulhs et 1 touareg), par les GANE.

Depuis le 31 mars 2019 la bande frontalière avec le Burkina connaît deux types de mouvements :

- Les mouvements transfrontaliers des ménages Burkinabé des villages de Yérintang, Dindjergou, et Gourgara dans la commune de Patchakoili (Burkina), vers les villages du Niger de Tangounga, Wind Boki, Boni dans la commune de Makalondi (Niger). Ces mouvements sont causés par les attaques suivies d'affrontement entre les FDS et les GANE le 06 mars 2019 dans les localités proches de Yérintang, Dindjergou. A noter que jusqu'au 30 mars 2019 au moins 10 ménages avaient fait le mouvement vers Tangounga et Wind boki.

- Les mouvements internes des hameaux et village de windé Boki, Tangounga vers le village de Boni. Ces mouvements ont été provoqué par l'assassinat d'un jeune éleveur peulh à Windé Boki le 02 février 2019 et des incursions et menaces des éléments de GANE du 6 et 7 mars dans les hameaux de Daddouga Chibo Djadjol mayaki et windé Boki.

## C- INCIDENTS DE PROTECTION

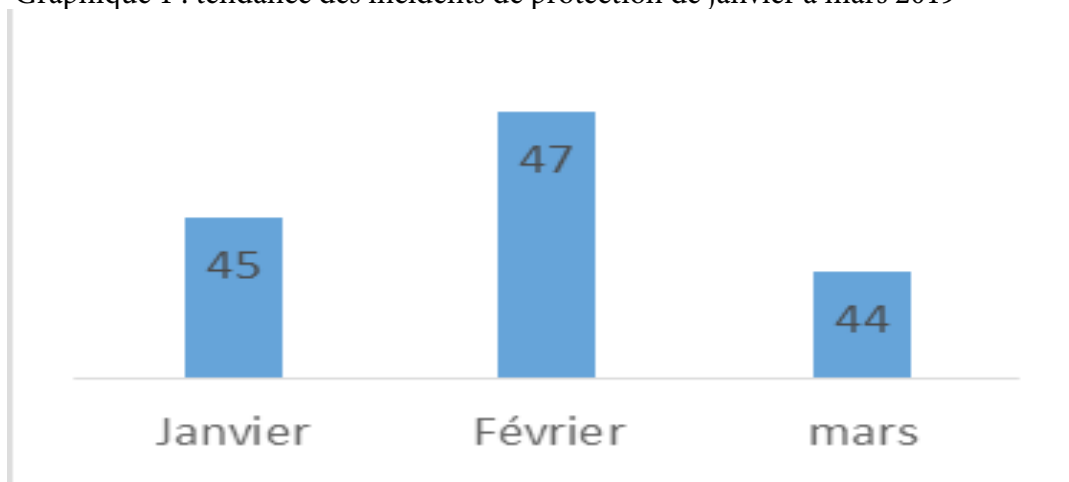
### 1- Incidents de protection

Au cours du mois de mars plusieurs communes et localités ont été touchées par les incidents de protection. Il s'agit des communes d'Inates, de Banibangou, d'Abala, d'Anzourou, de Torodi, de Makalondi, d'Ouallam, de Bankilaré, de Goroual et de Tillabéri. Les incidents signalés sont entre autres les incursions, les enlèvements, les assassinats ciblés, les menaces des populations et les extorsions de bétails.

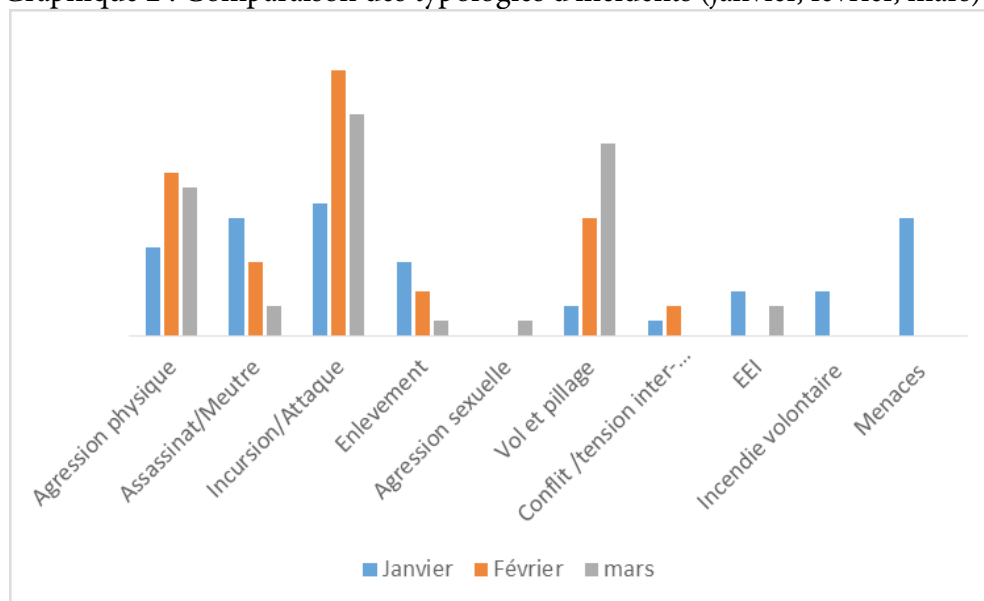
Au cours du mois de mars, 44 incidents relatifs à la protection ont été rapportés par les points focaux communautaires et des informateurs clés dans les 7 départements suivis au cours du mois de mars 2019.

- Quinze (15) cas d'incursions et des attaques, dont 6 cas de communes d'Inates, 9 cas dans les communes de Djagourou, de Makalondi, de Bankilaré et de Torodi ;
- Deux (2) cas de tueries et un 1 cas dans la commune d'Inates et 1 cas dans la commune de Makalondi ;
- Un cas (1) cas d'enlèvement dans la commune d'Inates ;
- Un (1) cas d'allégation de viol dans la commune d'Inates ;
- Treize (13) cas de vols et de pillages dont 7 cas dans la commune d'Inates, 3 cas dans la commune de Makalondi, 1 cas dans la commune d'Ayorou et 2 cas dans la commune de Bankilaré ;
- Deux (2) cas d'explosion d'EEI dans la commune d'Inates ;
- Dix (10) cas d'agression physiques dont 4 cas commune d'Inates, 3 cas commune Makalondi, 2 cas commune de Téra et 1 cas commune de Bankilaré.

Graphique 1 : tendance des incidents de protection de janvier à mars 2019

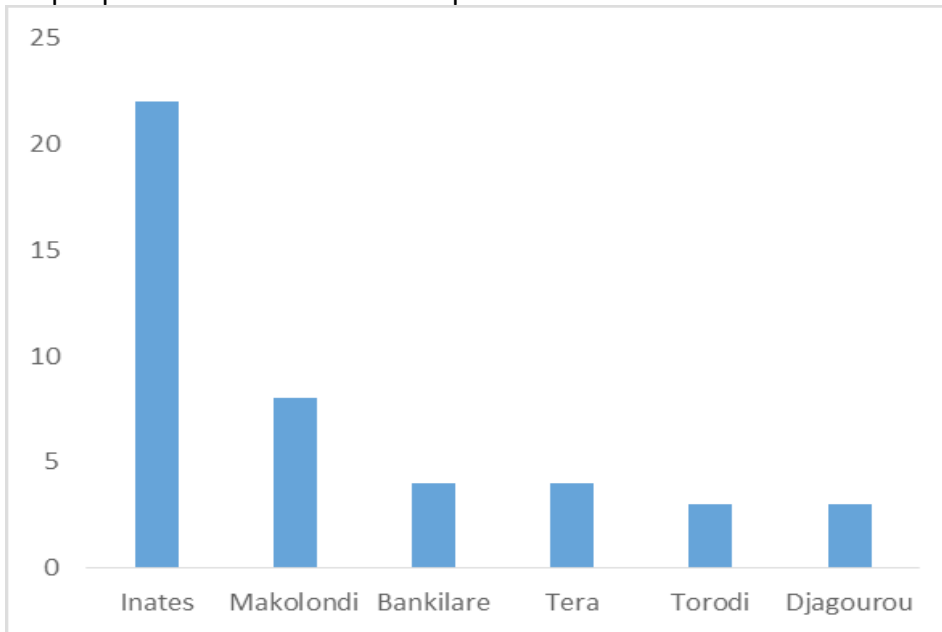


Graphique 2 : Comparaison des typologies d'incidents (janvier, février, mars)



Analyse : ce graphique montre une persistance des incursions et attaques au cours du mois de mars avec une augmentation des cas de vol et pillage par rapport au mois de février 2019.

Graphique 3 : Nombre d'incidents par commune au cours du mois de mars 2019



Analyse : ce graphique montre que la commune d’Inates est la plus affectée par les incidents au cours du mois de mars avec une persistance des incidents dans la bande frontalière avec le Burkina-Faso dans les communes de Bankilaré, Torodi, Téra, Makolondi.



## D- Accès aux services sociaux de base et assistance humanitaire

Certains besoins de protection restent toujours non couverts malgré les efforts fournis par les acteurs humanitaires. On constate peu de présence d'acteurs sur le terrain pour les réponses aux problématiques de protection.

### Aperçu des gaps non couverts urgents par secteurs

Secteurs	Communes/ Localités /site	Gaps actuels urgents :	Commentaires
VIVRES	Ayorou, Inates, Abala, Banibangou, ouallam, Tillabéri	4 538 ménages	Abala 1491, Inates 2511, Ayérou 142, Tillabéri 154, Banibangou 88, et Ouallam 152
WASH	Ayorou, Inates, Abala, Banibangou, ouallam, Tillabéri	18 points d'eau non réhabilités.	11 Abala, 3 Banibangou, 2 Ouallam, 2 Tillabéri,
SANTE	Ayorou, Inates, Abala, Banibangou, ouallam, Tillabéri	8 centres de santé en besoins de médicaments et personnel	3 Abala, 2 Banibangou, 1 Ouallam, 1 Inates, 1 Tillabéri
BNA/Abris	Ayorou, Inates, Abala, Banibangou, ouallam, Tillabéri	994 ménages besoin de renouvellement et 4 538 ménages jamais assistés	Abala 342, Ayorou/Inates 561, Banibangou 91 (besoin de renouvellement). Abala 1491, Inates 2511, Ayérou 142, Tillabéri 154, Banibangou 88, et Ouallam 152 (Jamais assistés)
Protection	Ayorou, Inates, Abala, Banibangou, ouallam, Tillabéri	insuffisance des comités de protection Insuffisance de réponse aux cas de protection et aux PBS Insuffisance de réponses pour les cas de VBG et PE	en cours dans les communes de Inates, Tillabéri, Ayorou/Inates, Ouallam/Banibangou
Education	Ayorou, Inates, Abala, Banibangou, ouallam, Tillabéri	18 écoles en besoins de renforcement des matériels didactiques, personnels, tables, bancs, cantines scolaires...	6 Abala, Banibangou 4, Ouallam 2, Inates/Ayorou 3, Tillabéri 3

NB : les chiffres et les données dans ce tableau concernent uniquement les zones accueillant les déplacés internes dans les communes ci-haut citées. Les besoins en vivres sont réparties en nombre de ménages n'ayant pas encore bénéficiés d'assistance à ce jour dans les différents sites PDI.

Pour les besoins en wash on note des avancées notables dans la commune d'Inates et de Banibangou par rapport aux autres communes qui ont bénéficiés de quelques réhabilitations de puits, château d'eau sur les sites PDI (Ikerfan, Sarayé-Abala).

Pour les Abris/BNA, les gaps sont énormes pour les ménages qui n'ont jamais bénéficiés (4 538 ménages), et ceux ayant bénéficiés depuis plusieurs mois dont les abris se sont détériorés avec les intempéries (994). Ces derniers sont dans un besoin urgent de renouvellement de leurs abris.

Pour ce qui est des besoins en soins de santé, très peu de sites des PDI dans la région de Tillabéri disposent de centre de santé à proximité, sauf quelques sites d'Ayorou et les 2 sites de Tillabéri (Tadress, Sakoira). Pour le reste les PDI sont situés à plus de 10km des CSI. Les 8 centres de santé indiqués dans ce tableau sont ceux qui sont les plus proches des sites PDI, mais qui manquent de médicaments et de personnel soignant.

### III. DEFIS ET RECOMMANDATIONS

#### a - Défis opérationnels

- L'insécurité avec des risques d'exposition aux EEI
- Accès aux villages et campements frontaliers avec le Burkina-Faso

#### B - Recommandations

Recommandations	Responsables
Poursuivre le renforcement de la sécurité sur les bandes frontalières du Niger avec le Mali et le Burkina-Faso ainsi que les localités affectées au cours des derniers mois.	CIMCOORD
Identifier un site ou localité d'accueil pour la relocalisation les PDI de la commune d'Ayorou et Tillabéri	Gouvernement et acteurs humanitaires
Coordonner avec le gouvernement pour combler le gap en assistance en vivres aux personnes très vulnérables après l'assistance RRM	Cluster sécurité alimentaire
Appuyer les ménages n'ayant pas reçu d'assistance en kits ABNA et renouveler les bâches détériorées ou vétustes	GT ABNA
Renforcer les capacités des leaders communautaires et autorités administratives des communes frontalières avec le Burkina -Faso sur la protection des PDI pour une meilleure compréhension et acceptation des PDI	Cluster protection
Mettre à jour les chemins de référencement dans les communes avec PDI Mettre en place/redynamiser des structures communautaires sur les nouveaux sites d'accueil pour le suivi et l'orientation des cas de protection. Poursuivre l'identification et le plaidoyer pour l'assistance ciblée aux personnes ayant des besoins spécifiques	Cluster protection
Renforcer l'accès à la vaccination aux enfants sur les sites d'Abala Dépister et traiter les potentiels cas de rougeole, coqueluche, méningite et sensibiliser la population dans les zones d'accueil des PDI Poursuivre le dépistage et la prise en charge de la malnutrition chez les enfants	Cluster sante -Nutrition